

LEGISLATIVES

PAS UNE VOIX À L'EXTRÊME DROITE, PAS UNE VOIX À L'EXTRÊME LIBÉRALISME

Participons à créer les conditions d'un rapport de force susceptible de rompre radicalement avec les politiques libérales.

Des années de politiques néolibérales successives ont entraîné le sous-financement et la désorganisation des services publics dans leur globalité, recul des droits sociaux, casse du droit du travail, violence contre les quartiers populaires et les mouvements sociaux, la liste est longue et significative du devenir de notre Société.

Pour notre secteur plus particulièrement, le système de santé est à genoux, les personnels fuient les hôpitaux, leur manque de moyens et leur management brutal. Les EHPAD publics ou privés sont saignés à blanc, au nom de l'idéologie gestionnaire et des actionnaires. Les travailleuses et les travailleurs sociaux n'ont plus les moyens d'accomplir leurs missions, quand on ne veut pas les transformer en auxiliaires de police.

Le second tour de la Présidentielle nous a de nouveau acculé·es à un choix entre le fascisme et le néolibéralisme autoritaire, qui en est l'antichambre mais qui ne peut être confondu avec lui. La Fédération SUD Santé Sociaux estime que nous sommes face à un carrefour critique, au seuil d'années supplémentaires de violences sociales. Une majorité parlementaire de l'un ou de l'autre signifierait en effet la défaite à court terme des travailleuses et des travailleurs.

En conséquence, deux étapes très claires se présentent devant nous et il ne faut en manquer aucune :

Lors des élections législatives de juin, la Fédération Sud Santé Sociaux appelle les salarié·es à se mobiliser massivement, et à ce qu'aucune voix n'aille au camp de l'extrême droite ni au camp du libéralisme. De fait, nous pourrions mettre en échec à la fois les politiques de division des travailleuses et des travailleurs, basées sur le racisme et les discriminations, et combattre l'allongement du temps de travail et le recul de l'âge légal de départ en retraite à 65 ans.

Dès maintenant, et quelle que soit la majorité future, le rapport de force nécessaire pour rompre avec les années de néolibéralisme brutal exige la construction de l'unité des syndicats de lutte et de transformation sociale et la construction d'alliances, de fronts de lutte, avec l'ensemble des travailleuses et des travailleurs syndiqué·es et non syndiqué·es, citoyen·nes et usager·es des services publics.

Mais nous réaffirmons dès maintenant et plus que jamais notre indépendance à l'égard des partis politiques.

Au-delà, notre Fédération saura mobiliser contre tout projet anti-social, quelle que soit sa majorité d'origine. En cas de majorité NUPES, nous pousserons par tous les moyens à notre disposition pour qu'elle approfondisse son projet et aille bien au-delà de ce qui est défini dans ses accords électoraux, vers, notamment :

- Le SMIC à 1700 euros nets
- Les 32h de jour, 30h de nuit
- La retraite à 60 ans maximum
- Un système de protection sociale unique, uniforme et universel, assuré à 100% par la Sécurité sociale, avec une gestion démocratique par les représentant·es des travailleuses et travailleurs

